



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service départemental
d'incendie et de secours
des Yvelines**

Groupement Prévention / RCCI

Affaire suivie par : Adjudant-chef JEROME PERNETTE
N° 67368

tél : 01.39.30.56.70
mail : prevention.sud@sdis78.fr

**PROCÈS VERBAL
DE LA SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ**

Visite du 18 septembre 2023
Séance du 5 octobre 2023

- OBJET :** Commune de GUYANCOURT
Dossier : Collège université Vauban – Collège Universitaire (#297-ERP-176)
Bâtiment A « Collège universitaire » (#297-ERP-176/0)
Bâtiment B « CROUS » (#297-ERP-176/1)
Parc de stationnement (#297-ERP-176/2)
Affaire : Visite périodique
Adresse : 47 boulevard Vauban
- REF :** Code de la construction et de l'habitation (CCH)
Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité
Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public pris par arrêté du 25 juin 1980 modifié

Le groupe de visite de la sous-commission départementale de sécurité s'est réuni le 18 septembre 2023 pour procéder à la visite périodique de l'université Vauban – Collège Universitaire. La visite a été validée en commission plénière le 5 octobre 2023.

Le bâtiment A "Collège universitaire" est un établissement recevant du public susceptible d'accueillir 1650 personnes dont 200 au titre du personnel. Il est classé en type R avec activité du type L de la 1^{ère} catégorie.

Le bâtiment B "CROUS" est un établissement recevant du public susceptible d'accueillir 947 personnes dont 25 au titre du personnel. Il est classé en type R avec activités des types N et X de la 2^{ème} catégorie.

Le parc de stationnement est un établissement recevant du public susceptible d'accueillir 370 véhicules. Il est classé en type PS.



Nombre de pages : 6

Les constatations sur place permettent de faire les remarques suivantes :

En ce qui concerne l'ensemble de l'établissement :

- Lors de l'essai d'alarme dans le bâtiment B, l'agent SSIAP s'est présenté sur les lieux à la fin de la temporisation de 5 minutes alors que le temps de parcours entre le PC de sécurité et le déclencheur manuel sollicité est inférieur à une minute. L'organisation du service de sécurité n'a donc pas permis de mettre à profit la temporisation du signal d'alarme.

En ce qui concerne le bâtiment A "Collège universitaire" :

- Lors des essais de désenfumage dans l'amphithéâtre n° 1, un volet d'amenée d'air ne s'est pas ouvert.
- Du mobilier est placé devant les portes servant de deuxième dégagement de certaines salles de cours et notamment dans la salle 305 (travaux dirigés).
- Un des deux dégagements de la salle cafétéria située au rez-de-chaussée n'est pas visible et non signalé.
- Les travaux relatifs à l'autorisation de travaux n° 07829720E0016 concernant l'aménagement d'un espace co-working sont terminés mais l'exploitant n'a pas fourni le rapport de vérification réglementaire après travaux. Ces travaux n'ont donc pas été réceptionnés par le groupe de visite.
- Les travaux de réaménagement du R+4 relatifs à la demande d'autorisation de travaux n° 07829719E0009 en date du 5 avril 2019 sont réalisés mais n'ont pas fait l'objet d'un rapport de vérification réglementaire après travaux par un organisme agréé.
- Les clapets coupe-feu des gaines de la centrale de traitement d'air ne font l'objet d'aucune vérification.

En ce qui concerne le bâtiment B "CROUS" :

- Plusieurs blocs autonomes d'éclairage de sécurité ne fonctionnent pas.
- Le dispositif d'arrêt d'alimentation électrique des appareils de cuisson a été retiré dans la grande cuisine du rez-de-chaussée depuis la dernière visite périodique.
- Un vantail de la double porte située entre la cuisine et la salle de restaurant au rez-de-chaussée ne s'est pas fermé au déclenchement de l'alarme incendie.
- Le barillet de la serrure de la porte de la cuisine du R+1 a été retiré diminuant ainsi la résistance au feu dévolue à cette porte.
- Les portes d'isolement de la cuisine du R+1 sont maintenues en position ouverte par divers dispositifs.

En ce qui concerne le parc de stationnement :

- Le dispositif de signalisation à l'entrée du parc, interdisant l'entrée en cas d'incendie, n'a pas été vérifié lors de la visite quinquennale réalisée par un organisme agréé.

- Le dispositif de signalisation à l'entrée du parc, interdisant l'entrée en cas d'incendie, fonctionne lors de l'essai d'alarme, cependant il est peu lisible du fait de sa vétusté.
- Plusieurs places de parking sont utilisées pour stocker le mobilier scolaire.
- Le plan situé à l'entrée du parc est succinct et ne permet pas aux services de secours de se repérer aisément ni de repérer les dispositifs de coupure des énergies.

Après visite, la commission émet un **avis favorable** à la poursuite de l'exploitation de l'établissement.

Elle demande que le responsable de l'établissement réalise les prescriptions suivantes :

En ce qui concerne l'ensemble de l'établissement :

- 1) Organiser le service de sécurité afin que la temporisation du signal sonore soit exploitable, notamment pour le bâtiment B « CROUS ». Dans le cas où cette organisation ne permet pas une levée de doute avant le déclenchement de l'alarme générale, alors toute temporisation doit être interdite (article MS 66 §5).

En ce qui concerne le bâtiment A "Collège universitaire" :

- 2) Remettre en état de fonctionnement le volet d'amenée d'air du désenfumage de l'amphithéâtre n° 1 (article DF 9).
- 3) Déplacer le mobilier positionné devant les dégagements, notamment dans la salle 305 des travaux dirigés (article CO 37).
- 4) Installer une indication de balisage au-dessus du deuxième dégagement de la cafétéria située au rez-de-chaussée (article CO 42).
- 5) Fournir au secrétariat de la sous-commission départementale de sécurité le rapport de vérification réglementaire après travaux établi par une personne ou un organisme agréé concernant les travaux de l'espace co-working ayant fait l'objet de l'autorisation de travaux n° 07829720E0016 (article R.143-37 du code de la construction et de l'habitation et articles GE 7 et GE 8).
- 6) Fournir au secrétariat de la sous-commission départementale de sécurité le rapport de vérification réglementaire après travaux établi par une personne ou un organisme agréé concernant les travaux de 2 bureaux et un local de rangement ayant fait l'objet de l'autorisation de travaux n° 07829719E0009 (article R.143-37 du code de la construction et de l'habitation et articles GE 7 et GE 8).
- 7) Faire vérifier annuellement le bon fonctionnement des clapets coupe-feu équipant les conduits aérauliques de la centrale de traitement d'air par un technicien compétent (article CH 58).

En ce qui concerne le bâtiment B "CROUS" :

- 8) Remettre en état de fonctionnement les blocs d'éclairage de sécurité défectueux (article EC 13).

- 9) Installer un dispositif d'arrêt d'urgence de l'énergie électrique alimentant les appareils de cuisson de la cuisine du rez-de-chaussée (article GC 4).
- 10) Remettre en état le ferme-porte de la porte située entre la cuisine et la salle de restaurant de sorte que les deux vantaux se ferment au déclenchement de l'alarme incendie (article GC 9 §3).
- 11) Remettre le barillet ou obturer le canon de la serrure de la porte située entre la cuisine et la circulation au R+1 afin de rétablir les caractéristiques pare-flammes de degré ½ heure de cette porte (article GC 9).
- 12) Retirer les dispositifs maintenant en position ouverte les portes présentant une réaction au feu, notamment les portes des locaux de la cuisine du R+1 (article GC 9).

En ce qui concerne le parc de stationnement :

- 13) Faire vérifier les dispositifs de signalisation à l'entrée du parc tous les cinq ans par un organisme agréé. Ce dispositif doit faire l'objet d'une maintenance régulière par un professionnel qualifié et des essais de fonctionnement doivent être réalisés au moins une fois tous les deux ans (article PS 32).
- 14) Remettre en état le dispositif de signalisation à l'entrée du parc de stationnement interdisant l'accès au véhicule afin qu'il soit lisible par les usagers (article PS 27 §1).
- 15) Retirer et interdire tout stockage de matières combustibles à l'intérieur du parc (article PS 28).
- 16) Compléter le plan situé à l'entrée du parc de façon à y faire figurer les rampes d'entrée et de sortie ainsi que les dispositifs de coupure des énergies (article PS 30).

Rappels de la réglementation 1^{er} groupe

Tenir à jour le registre de sécurité, conformément à l'article R.143-44 du CCH, sur lequel sont portés notamment :

- l'état du personnel chargé du service incendie ;
- les consignes générales et particulières établies en cas d'incendie et notamment celles concernant l'évacuation des personnes en situation de handicap ;
- les dates et les observations éventuelles des divers contrôles et vérifications ;
- les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux.

Le règlement de sécurité impose de faire procéder à la vérification et à l'entretien des installations et équipements techniques par des organismes agréés ou par des techniciens compétents dont notamment :

- le désenfumage (article DF 10) : annuelle. Si désenfumage mécanique et SSI de catégorie A ou B : tous les trois ans par un organisme agréé.
- les installations de chauffage - étanchéité des appareils et des canalisations d'alimentation en combustibles liquides ou gazeux, en fluide frigorigène (article CH 58) : annuelle.
- les installations et les appareils d'utilisation de gaz combustible (article GZ 30) : annuelle.
- les installations électriques (article EL 19) : annuelle.
- le groupe électrogène de sécurité (article EL 18) : annuelle.
- les ascenseurs (articles R.134-6 et R.134-11 à R.134-13 du CCH et AS 9) : toutes les 6 semaines (bon fonctionnement), semestriel (câbles), annuel (parachutes et nettoyage) par un technicien compétent et tous les 5 ans par un organisme agréé.
- les appareils de cuisson et l'installation d'extraction des fumées, des buées et des graisses (article GC 22) : annuelle.
- les moyens de secours contre l'incendie (article MS 73) : annuelle. De plus, certaines installations techniques devront toujours être vérifiées par une personne ou un organisme agréé, il s'agit notamment :
 - o Des SSI de catégories A et B : à la réception et tous les trois ans ;
 - o Des installations fixes d'extinction automatique à eau du type sprinkleur : à la réception
- les mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistante au feu et de désenfumage (clapets, volets, portes, etc. - articles DF 10 et MS 73) : annuelle.
- les installations de filtration (climatisation) (article CH 39 §3) : annuelle ou tous les 3 mois en l'absence d'un système de mesure et d'alarme fonctionnant en permanence.

Faire reporter sur le registre de sécurité les résultats de ces vérifications ou entretiens (article R.143-44 du CCH).

Lorsque des rapports de vérifications techniques sont établis, ils doivent préciser dans l'ordre des articles du règlement de sécurité, la conformité ou la non-conformité des installations ou des équipements aux dispositions applicables au moment de la construction et de l'aménagement (articles GN 10 §1, GE 8 et GE 9).

Les non conformités mentionnées dans les rapports de vérifications doivent être levées au plus vite par un technicien compétent qui doit dater et parapher ses interventions sur lesdits rapports (article R.143-34 du CCH).

Tenir à disposition de la commission de sécurité les rapports de contrôles techniques et justificatifs permettant de s'assurer que les équipements et installations techniques sont entretenus et maintenus en conformité avec les dispositions réglementaires (article R.143-37 du CCH).

Le responsable de l'établissement doit instruire du personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie (article MS 46). Les personnes désignées doivent être entraînées à la manœuvre des moyens de secours contre l'incendie et à l'évacuation du public. Le personnel doit notamment connaître les procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap, élaborées par l'exploitant (article GN 8).

Ces compétences doivent être entretenues et testées au travers d'exercices pratiques et réguliers. Le compte-rendu de ces exercices doit être annexé au registre de sécurité (article R.143-44 du CCH).

Rappels de la réglementation – Parcs de stationnement

Tenir à jour le registre de sécurité, conformément aux articles PS 28 §2 et R.143-44 du CCH, sur lequel sont portés notamment :

- l'état du personnel chargé du service d'incendie ;
- les consignes générales et particulières établies en cas d'incendie et notamment celles concernant l'évacuation des personnes en situation de handicap ;
- les dates et les observations éventuelles des divers contrôles et vérifications ;
- les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux.

Le règlement de sécurité impose de faire procéder annuellement à la vérification, à l'entretien et à des essais de fonctionnement des installations et équipements techniques suivants par un professionnel qualifié :

- les installations électriques (PS 32) ;
- le désenfumage mécanique (article PS 32) ;
- les dispositifs de signalisation (article PS 32) ;
- les systèmes d'alarme, de détection et de sécurité incendie (article PS 32) ;
- les moyens de lutte contre l'incendie (article PS 32) ;
- les dispositifs d'obturation coupe-feu (article PS 32) ;
- les dispositifs de contrôle de la qualité de l'air (article PS 32).

De plus, toutes ces installations, ainsi que les ascenseurs, et à l'exception des dispositifs de surveillance de la qualité de l'air, doivent être vérifiées tous les 5 ans par un organisme agréé (article PS 32).

Quant au dispositif de continuité radioélectrique, il doit faire l'objet d'un contrat d'entretien avec un installateur spécialisé, devant inclure les vérifications du bon fonctionnement de l'installation susvisée, et être annexé au registre de sécurité de l'établissement (articles PS 29 §4 et 6.8.3 de l'instruction technique n° 250 relative au contrôle de la continuité des communications radioélectriques dans les établissements recevant du public).

Par ailleurs, il doit être contrôlé par un organisme agréé tous les 3 ans (article MS 71 §3).

Les non conformités mentionnées dans les rapports de vérifications doivent être levées au plus vite par un technicien compétent qui doit dater et parapher ses interventions sur lesdits rapports (article R.143-34 du CCH).

Les résultats de ces vérifications ou entretiens doivent être reportés sur le registre de sécurité (article R.143-44 du CCH).

Visite Périodique
UNIVERSITE VAUBAN – BATIMENT A – BATIMENT B – PARC DE STATIONNEMENT (#297-ERP-176)

VISITE DU LUNDI 18 SEPTEMBRE 2023

ESSAIS DILIGENTES ET DOCUMENTS EXAMINES PAR LES MEMBRES
DU GROUPE DE VISITE DE LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE

Ce document constitue une annexe au procès-verbal de visite n° 67368 du 5 octobre 2023 et concerne la visite périodique de l'établissement.

ESSAIS	OBSERVATIONS
COLLEGE UNIVERSITAIRE VAUBAN – BATIMENT A	
Eclairage de sécurité : Essai réalisé localement au niveau R+2	fonctionnel
Déclenchement de l'alarme à partir d'un déclencheur manuel (ZDM 7/016) situé en partie haute de l'escalier E près de l'entrée de l'amphithéâtre avec les appareils centraux du système de sécurité incendie mis hors tension.	Temporisation de 5', levée de doute par un agent SSIAP en moins d'une minute, bonne transmission entre les agents SSIAP, déclenchement du compartimentage et de l'alarme générale depuis les commandes du CMSI à T+2'. Alarme audible en tout point visité par le groupe de visite
Désenfumage mécanique Amphithéâtre #1 Essai réalisé à partir de l'unité de commandes manuelles centralisées	Désenfumage fonctionnel, un ouvrant d'amenée d'air est resté fermé (prescription), le moteur d'extraction s'est mis en fonctionnement.
Compartimentage Le compartimentage est déclenché manuellement par un agent au PC de sécurité sur l'unité de commandes manuelles centralisées	Le compartimentage est fonctionnel et toutes les portes de recoupement contrôlées par les membres du groupe de visite se sont fermées entièrement
Alerte réalisée à partir du téléphone préenregistré installé dans le hall à proximité du local sécurité avec la source normale de l'alimentation électrique coupée	Alerte fonctionnelle
RESTAURANT UNIVERSITAIRE ET CUISINES – BATIMENT B	
Coupure de la source normale de l'alimentation électrique réalisée à partir du TGBT	Les installations électriques contrôlées par le groupe de visite sont mises hors tension
Eclairage de sécurité	Fonctionnel : 4 blocs autonomes d'éclairage de sécurité d'évacuation sont hors service (prescription)

ESSAIS	OBSERVATIONS
Déclencheur manuel (ZDM 10/11) Sollicité en bas de l'escalier de service situé dans les locaux annexes de la cuisine	<p>Temporisation 5', l'agent SSIAP est arrivé sur les lieux à la fin de la temporisation et l'alarme générale s'est déclenchée automatiquement (prescription).</p> <p>Le compartimentage est fonctionnel, cependant un vantail de la porte de la cuisine isolée ne s'est pas fermé (prescription).</p> <p>Les alarmes sonores et visuelles sont fonctionnelles et perceptibles en tout point visité par les membres du groupe de visite.</p>
Coupure électrique d'urgence de la cuisine du RDC	La coupure d'urgence de la cuisine n'existe plus, l'exploitant nous informe qu'elle a été retirée par un prestataire (prescription).
Coupure énergie cuisine du R+1	Fonctionnelle, cependant cette cuisine n'est plus opérationnelle
Désenfumage naturel : Essai réalisé dans la salle de restaurant à partir du dispositif de commande manuelle situé à l'entrée de la salle	Fonctionnel, Tous les exutoires et ouvrants en façade se sont ouverts entièrement
PARC DE STATIONNEMENT EN SOUS-SOL	
Essai de l'éclairage de sécurité par la mise hors tension générale du parc	Nappe haute et nappe basse fonctionnelles
Fermeture automatique de la porte de recoupement résistante au feu entre les zones 1 et 2 à partir d'un détecteur autonome déclencheur (essai réalisé avec la source normale de l'alimentation électrique coupée)	Bon fonctionnement
Essai d'un déclencheur manuel près de la sortie située du côté de la bibliothèque universitaire	<p>Bon fonctionnement, les agents SSIAP ont effectué la levée de doute en moins de 2 minutes, l'alarme générale est fonctionnelle sans temporisation et audible en tout point du parc</p> <p>Le dispositif de signalisation « entrée interdite » situé à l'entrée du parc est fonctionnel, cependant il est très peu visible (prescription)</p>
Essai de désenfumage mécanique de la ZF 2 à partir de la commande située dans la rampe d'accès	Désenfumage fonctionnel

Lors de la visite, les documents de vérifications suivants ont été présentés aux membres du groupe de visite de la sous-commission départementale de sécurité :

INSTALLATION	ORGANISME	DATE	OBSERVATIONS
COLLEGE UNIVERSITAIRE VAUBAN – BATIMENT A			
Installations Electriques - Eclairage de sécurité	SOCOTEC	21/02/23	Rapport n° 984Q0/23/3474 : 3 observations au titre ERP 32 observations au titre du CDT
Eclairage de sécurité	-	-	Ensemble des blocs système SATI
Installations gaz	SOCOTEC	22/02/23	Rapport N° 984Q0/23/2768 : 1 observation
Paratonnerre	SOCOTEC	20/02/23	Rapport n° 984Q0/23/2843 : 1 observation levée par APLOMB le 24/04/23
Chauffage	SOCOTEC	22/02/23	Rapport n° 984Q0/23/2769 : Aucune observation
Ramonage	Maison RUET	10/11/22	Fiche n° 145467121: 3 conduits vérifiés Fiche n° 145467021 : 1 conduit vérifié
Climatisation/ventilation/ Réfrigération	SOCOTEC	22/02/23	Rapport n° 984Q0/23/2769 : Aucune observation
Ascenseurs	SOCOTEC	19/03/21	Société 5 M mainteneur Annuelle : 984Q0/21/4300 : 4 observations
	SOCOTEC	19/03/21	Quinquennale : Rapport n° 984Q0/21/4281 : 1 observation
Extincteurs	Lutincendie	01/03/23	Absence de rapport 2023 Rapport du 31/03/22 : R.A.S.
Colonnes sèches	Lutincendie	17/03/22	Observations : 3 vannes HS remplacées le jour même

INSTALLATION	ORGANISME	DATE	OBSERVATIONS
Désenfumage naturel	Bernard vincent entreprises	10/03/23	R.A.S.
Désenfumage mécanique	Bernard vincent entreprise	10/03/23	R.A.S.
Désenfumage mécanique	BVE	06/09/23	Asservissement d'un DENFC
	SOCOTEC	05/04/22	Triennale : rapport n° 984Q0/22/5210 : 1 observation : absence de porte d'entrée de l'amphithéâtre Porte remise en service par POLYTECH le 31/08/22
SSI B - EA type 2a	ERIS	13/03/23	Annuelle : R.A.S. remplacement batteries
	SOCOTEC	05/04/22	Triennale : Rapport n° 984Q0/22/5211 3 observations
Formation du personnel			1 SSIAP 1 et 1 SSIAP 2 + 2SSIAP 1 externe
Exercice d'évacuation	Direction	27/10/22	498 évacués en 5'10''
COLLEGE UNIVERSITAIRE VAUBAN – BATIMENT B			
Installations électriques - Eclairage de sécurité	VERITAS	28/06/23	Rapport n° 14212695/12.1.1.R : 15 observations au CDT Pas de rapport RVRE
Eclairage de sécurité	SICLI	20/01/20	Dernière vérification
Installations gaz	VERITAS	14/03/23	Rapport n° 14212695/10.1.1.R réseau cuisine : 1 observation Rapport n° 14212695/9.1.1.R : chaufferie : 2 observations
Chauffage			Chaufferie dans la bâtiment A
Appareils de cuisson -	IDEM	02/05/22 14/04/23	Verification entretien des éléments de cuisson, froid,

INSTALLATION	ORGANISME	DATE	OBSERVATIONS
Dégraissage hottes	H.C. Ventilation	10/05/23	R.A.S.
Ascenseurs	VERITAS	08/03/23	Annuelle : Rapport n° 14212695/8.1.2.R : 4 observations
	SOCOTEC	15/04/21	Quinquennale : rapport n° 984Q0/21/4282 : aucune observation
Extincteurs	Aube Sécurité incendie	28/09/22	2 observations non levées
Désenfumage naturel	Bernard vincent entreprises	10/03/23	R.A.S.
SSI B - EA type 2a	SOCOTEC	05/04/22	Annuelle : Bâtiment A Triennale : rapport n° 984Q0/22/5208 2 observations
Formation du personnel (CROUS)	-	2018 2019 2021	Formation 12 personnes aux exercices incendie
Exercice d'évacuation	Responsable	14/02/23	Exercice évacuation réalisé sans utiliser l'équipement d'alarme du site. Passage des consignes
COLLEGE UNIVERSITAIRE VAUBAN – PARC DE STATIONNEMENT			
Installations Electriques - Eclairage de sécurité	SOCOTEC	23/02/23	Annuelle : rapport n° 984Q0/23/3145 : 8 observations
Extincteurs - Plans et consignes - Bacs à sable	SOCOTEC	07/04/22	Quinquennale : rapport n° 984Q0/22/5216 : Aucune observation
Détection gaz (CO, NO2)	Bernard Vincent entreprises	10/03/23	R.A.S.

INSTALLATION	ORGANISME	DATE	OBSERVATIONS
Portes coupe-feu	SOCOTEC	07/04/22	Quinquennale : rapport n° 984Q0/22/5216 : Aucune observation
	NOBLECOURT	18/10/22	Maintenance des portes CF
SSI - Déenfumage mécanique	SOCOTEC	07/04/22	Quinquennale : rapport n° 984Q0/22/5216 : 1 observation SSI 1 observation DF : comparer les débits avec les valeurs d'origine

Les registres de sécurité sont renseignés et ils ont été signés par un membre du groupe de visite.

GUYANCOURT - COLLEGE UNIVERSITE VAUBAN Bâtiment A Collège Universitaire
Établissement n°#297-ERP-176/0 - 67368

Rapport d'étude : Visite périodique du 18 septembre 2023

AVIS CONCLUSIF :

Après avoir délibéré, la sous-commission départementale de sécurité émet un **avis favorable** à la poursuite de l'exploitation.

Le/la président/e

